

N° 5255²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**autorisant le Gouvernement à émettre en 2004
un ou plusieurs emprunts**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET**

(11.12.2003)

La Commission se compose de: M. Lucien WEILER, Président; M. Jean-Marie HALSDORF, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Alex BODRY, Emile CALMES, Lucien CLEMENT, Gast GIBERYEN, Gusty GRAAS, Jeannot KRECKE, Jean-Paul RIPPINGER, Serge URBANY et Claude WISELER, Membres.

*

A. ANTECEDENTS

Le gouvernement a déposé le présent projet de loi en date du 2 décembre 2003. Alors que le Conseil d'Etat a émis son avis le 9 décembre 2003, la Commission des Finances et du Budget a désigné son rapporteur, examiné le projet de loi et adopté le présent rapport au cours de sa réunion du 11 décembre 2003.

*

B. OBJET DU PROJET DE LOI

L'objet du présent projet de loi est d'autoriser le Gouvernement à émettre en 2004 l'emprunt prévu initialement à l'article 42 du projet de loi budgétaire pour 2004. Le Gouvernement n'entend plus se prévaloir de la possibilité d'émettre un emprunt affecté aux recettes budgétaires. Le présent projet se limite dès lors à solliciter l'autorisation d'émettre les tranches destinées à alimenter directement le fonds des routes et le fonds du rail.

Dans son *rapport sur le projet de budget*, la Commission des Finances et du Budget avait commenté comme suit l'article 42 du projet de loi budgétaire:

„La Cour des Comptes, dans son commentaire de cet article, se réfère aux dispositions de l'article 99 de la Constitution, et notamment à l'exigence contenue dans le paragraphe (5) de cet article, qui stipule: „Aucune charge grevant le budget pour plus d'un exercice ne peut être établie que par une loi spéciale.“ Alors que le vote parlementaire de la loi budgétaire pour 2004 satisfait à l'exigence constitutionnelle de l'assentiment de la Chambre à tout emprunt à charge de l'Etat, un emprunt grève manifestement le budget de l'Etat pendant des années, dans la mesure où son remboursement se fait de manière échelonnée. Dans ces conditions, la COFIBU estime qu'une loi spéciale devra suivre le vote de la loi budgétaire pour autoriser l'émission de l'emprunt à contracter par l'Etat en 2004, et pour en déterminer les modalités, sur lesquelles aussi bien le projet de loi budgétaire que l'exposé des motifs du projet de budget pour 2004 sont muets.“

Dans son *avis* du 9 décembre 2003, le Conseil d'Etat „constate que les emprunts envisagés s'inscrivent dans le cadre de la politique budgétaire poursuivie par le Gouvernement. Il paraît cohérent

de les inscrire dès lors dans l'acte autorisant le Gouvernement à opérer des recettes et des dépenses au cours d'un exercice budgétaire donné. Quant au fond, le Conseil d'Etat constate que par rapport aux prévisions initiales, le projet de budget redressé permet au Gouvernement de faire abstraction d'un emprunt de 80 millions, dont le produit reviendrait directement à l'Etat. Le texte retient donc uniquement les emprunts d'un montant de 70 millions d'euros au profit du fonds des routes et d'un montant de 50 millions d'euros au profit du fonds du rail. “

Le Conseil d'Etat formule encore trois observations de forme auxquelles la commission se rallie.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur suivante:

*

PROJET DE LOI **autorisant le Gouvernement à émettre en 2004** **un ou plusieurs emprunts**

Art. 1er.— Le ministre ayant le Budget dans ses attributions est autorisé à émettre au cours de l'exercice 2004, selon les besoins, en une ou plusieurs tranches, un emprunt pour un montant global de cent vingt millions d'euros. Les conditions et les modalités de l'émission de cet emprunt seront fixées conformément au règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et les modalités d'émission d'emprunts par l'Etat.

Art. 2.— Le produit de l'emprunt visé à l'article 1er sera réparti comme suit:

- un montant de soixante-dix millions d'euros est porté directement en recette au fonds des routes conformément à l'article 16 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;
- un montant de cinquante millions d'euros est porté directement en recette au fonds du rail conformément à l'article 11 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

Luxembourg, le 11 décembre 2003

Le Rapporteur,
Jean-Marie HALSDORF

Le Président,
Lucien WEILER